



**PRÉFET
DU JURA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
N°AP-2025-26-DREAL**

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Société Eurostyle Systems Molinges

Siège administratif :

SIRET : 49901347200018
Zone artisanale En Grain
Commune de Chassal-Molinges

Site d'exploitation :

Zone artisanale En Grain
Commune de Chassal-Molinges

LE PRÉFET DU JURA

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 et L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 181-14 ; L. 511-1 et L. 514-5, R. 181-46 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° AP-2018-08-DREAL du 9 février 2018 autorisant la société Eurostyle Systems Molinges à exploiter des installations de fabrication de pièces en plastique pour le secteur de l'automobile sur le territoire de la commune de Chassal-Molinges ;

Vu l'avis technique du service départemental d'incendie et de secours du Jura du 27 août 2015 ;

Vu le dossier de porter à connaissance de la société Eurostyle Systems Molinges communiqué au préfet du Jura par courrier du 13 décembre 2019 ;

Vu le courrier électronique du service départemental d'incendie et de secours du Jura adressé le 3 mars 2024 à l'exploitant ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, référencé TP/NM/2025/M_81 du 31 mars 2025, établi à la suite de l'inspection de l'exploitation du 5 février 2025 et transmis à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure adressé à l'exploitant par courrier du 02 avril 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet ;

Considérant qu'en application de l'article 2.9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 susvisé, l'installation doit être « dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

- de 2 poteaux incendie (débit de 60 m³/h chacun) d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins trois heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
- d'une aire d'aspiration (n° 339.001) répondant aux caractéristiques définies par le SDIS notamment en matière d'accessibilité.

L'aire d'aspiration :

- est accessible en toute circonstance (*).
- dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit minimal de 60 m³/h.
- est aménagée pour permettre la mise en station de 2 engins incendie et permettre leur retournement.

(*) Une convention est signée avec la société sur laquelle est implantée l'aire d'aspiration pour établir des modalités d'accès permanentes.

L'exploitant est en mesure de justifier à l'Inspection la disponibilité effective des débits d'eau sur les différents moyens de prélèvement d'eau.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] ».

Considérant que lors du contrôle des installations du 5 février 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des débits des deux poteaux d'incendie situés à proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement ;

Considérant que ces deux points d'eau sont alimentés par la même réserve communale d'une capacité de 90 m³ ;

Considérant que dans ces conditions les deux poteaux d'incendie ne peuvent pas être en mesure de délivrer simultanément un débit de 60 m³/h pendant trois heures sous une pression dynamique de 1 bar ;

Considérant que l'aire d'aspiration référencée 339.001 ne présente pas les caractéristiques définies par le service départemental d'incendie et de secours du Jura dans son avis du 27 août 2015, notamment en matière d'accessibilité, d'aménagement et d'équipement, tel que précisé dans son courrier électronique du 3 mars 2024 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 susvisé ;

Considérant que les besoins en eau du site ont été réévalués à la hausse par l'exploitant à la suite d'un projet d'extension ;

Considérant que, pour satisfaire à cette augmentation, l'exploitant s'engageait dans son dossier de porter à connaissance susvisé de mettre en œuvre une réserve incendie supplémentaire d'une capacité de 60 m³ ;

Considérant que cette extension a été réalisée, que les installations modifiées sont maintenant exploitées, mais que cette réserve incendie n'a pas été installée conformément au dossier de porter à connaissance susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions ne permet pas de garantir des ressources en eau suffisantes pour lutter contre un incendie ;

Considérant que la société Eurostyle Systems Molinges s'était également engagée, dans son dossier de porter à connaissance susvisé, à installer un système de sécurité incendie dans son hall d'expédition ;

Considérant que ce dispositif destiné à prévenir le risque d'incendie n'a pas été installé, contrairement aux engagements de la société Eurostyle Systems Molinges ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement et des articles 1.1.1.4 et 2.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions ne permet pas de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure relative à la conformité des moyens de lutte contre l'incendie

La société Eurostyle Systems Molinges, dont le siège social est situé à Chassal-Molinges (39360), ZA En Grain, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 susvisé prévues à l'article 2.9.2.5, en justifiant :

- soit de la conformité, dans un délai de **6 mois**, des deux poteaux d'incendie situés aux abords immédiats du site et de l'aire d'aspiration référencée 339.001 selon les caractéristiques définies par le service départemental d'incendie et de secours du Jura, ainsi que de la mise en œuvre d'une réserve incendie de 60 m³, conformément au dossier de porter à connaissance susvisé ;
- soit d'une solution alternative, dans un délai de **2 mois**, sur la base d'un nouveau calcul de dimensionnement des besoins en eau à tenir pendant trois heures, sous réserve d'un avis favorable du service départemental d'incendie et de secours du Jura. La mise en œuvre de ces moyens interviendra dans un délai de **6 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Mise en demeure relative à la conformité au dossier de porter à connaissance

La société Eurostyle Systems Molinges, dont le siège social est situé à Chassal-Molinges (39360), ZA En Grain, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions de son dossier susvisé du 13 décembre 2019, conformément à l'article 1.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018, pour la modification notable des installations, portée à la connaissance du préfet suivant les exigences des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement et de l'article 2.1.4.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné. Ainsi, l'exploitant justifiera dans un délai de **6 mois** de l'installation d'un système de sécurité incendie dans le hall d'expédition.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Jura pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société Eurostyle Systems Molinges.

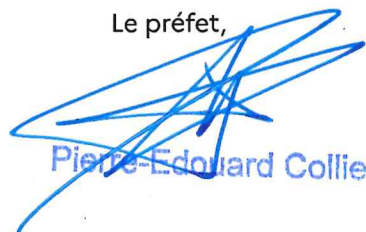
Article 5 : Exécution et copies

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le maire de la commune de Chassal-Molinges et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, dont copie est faite :

- à la mairie de la commune de Chassal-Molinges ;
- à l'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon
- au service prévision du service départemental d'incendie et de secours du Jura à Montmorot.

Fait à Lons-le-Saunier, le **20 MAI 2025**

Le préfet,



Pierre-Edouard Colliex

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Besançon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté :

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.